

30000
ME

REPUBLIQUE
DE COTE D'IVOIRE

COUR D'APPEL DE COMMERCE
D'ABIDJAN

TRIBUNAL DE COMMERCE
D'ABIDJAN

RG N°0367/2019

JUGEMENT CONTRADICTOIRE
DU 12/03/2019

AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 12 MARS 2019

Le Tribunal de Commerce d'Abidjan, en son audience publique ordinaire du douze Mars deux mil dix-neuf tenue au siège dudit Tribunal, à laquelle siégeaient :

Monsieur TRAORE BAKARY, Président ;

Mesdames SAKHANOKHO FATOUMATA, TUO ODANHAN épouse AKAKO et Messieurs KARAMOKO FODE SAKO et AKPATOU SERGE, Assesseurs ;

Affaire

La société Comptoir Africain de Distribution Electrique dite CADELEC

Avec l'assistance de Maître **AMANI épouse KOFFI ADJO AUDREY**, Greffier ;

Contre

La Société Ivoirienne de Préfabrication dite SIP

(Me DABLE Marie Octave)

A rendu le jugement dont la teneur suit dans la cause entre :

Décision

CONTRADICTOIRE

Déclare la société Comptoir Africain de Distribution Electrique dite CADELEC recevable en son opposition ;

Demanderesse d'une part ;

Et

Donne acte à la société Comptoir Africain de Distribution Electrique dite CADELEC et à la Société Ivoirienne de Préfabrication dite SIP de l'accord intervenu entre elles ;

La Société Ivoirienne de Préfabrication dite SIP, SARL, au capital de 15.000.000 F CFA, dont le siège social est à Abidjan Yopougon, Zone Industrielle, 06 BP 400 Abidjan 06, Tel : 23 46 76 18/46 41 24 41, Fax : 23 46 76 19, agissant aux poursuites et diligences de son représentant légal, son Gérant, Monsieur Daniel MARTRE, de nationalité Française, demeurant au siège social susvisé ;

Dit que la demande en recouvrement de la Société Ivoirienne de Préfabrication dite SIP est désormais sans objet ;

Laquelle fait élection de domicile au Cabinet de Maître OCTAVE MARIE DABLE, Avocat à la Cour, y demeurant à Abidjan Plateau, 6 rue Gourgas, Immeuble "Kaladji", escalier B, 3^{ème} étage, Portes 80 & 81, 18 BP 2772 Abidjan 18, Tél : 20 22 62 84, Fax : 20 22 62 78, Courriel : cabinet.octavedable@gmail.com;

Met les dépens de l'instance à la charge de la société Comptoir Africain de Distribution Electrique dite CADELEC ;

Défenderesse d'autre part ;



Enrôlée pour l'audience du 31 Janvier 2019, l'affaire a été appelée et renvoyée au 05 Février 2019 devant la 4^{ème} chambre pour attribution ;

A cette date, le tribunal a procédé à la tentative de conciliation qui s'est soldée par un échec ;

Une instruction a alors été ordonnée et confiée au Juge SAKHANOKHO Fatoumata, qui a fait l'objet de l'ordonnance de clôture N°0369/2019 du 20 Février 2019 ;

La cause a été renvoyée à l'audience publique du 26 Février 2019 pour être mise en délibéré ;

A cette audience, la cause a été mise en délibéré pour décision être rendue le 12 Mars 2019 ;

Advenue cette date, le tribunal a vidé son délibéré.

LE TRIBUNAL

Vu les pièces du dossier ;

Vu l'échec de la tentative de conciliation ;

Où les parties en leurs moyens et prétentions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

FAITS, PROCEDURE ET PRETENTIONS DES PARTIES

Par exploit d'huissier du 04 Janvier 2019, la société Comptoir Africain de Distribution Electrique dite CADELEC a formé opposition à l'ordonnance d'injonction de payer N°4995/2018 rendue le 06 Décembre 2018 par la juridiction présidentielle du Tribunal de Commerce d'Abidjan, qui la condamne à payer à la Société Ivoirienne de Préfabrication dite SIP, la somme de 4.694.190 F CFA ;

Cette ordonnance d'injonction de payer a été signifiée à la société Comptoir Africain de Distribution Electrique dite CADELEC le 20 Décembre 2018 et celle-ci a assigné la Société Ivoirienne de Préfabrication dite SIP à comparaître devant le Tribunal de Commerce d'Abidjan, le 31 Janvier 2019 pour entendre statuer sur le bien-fondé

de son opposition ;

Au soutien de son action, la société Comptoir Africain de Distribution Electrique dite CADELEC déclare qu'elle conteste le montant de la créance dont le recouvrement est poursuivi ;

Elle explique qu'étant en relations d'affaires avec la société SIP, elle a fait à celle-ci des paiements réguliers d'un montant de 12.033.020 F CFA ;

Elle ajoute qu'elle a payé deux factures d'un montant respectif de 2.745.270 F CFA et de 2.787.750 F CFA, de sorte que son compte était créancier d'un montant de 6.500.000 F CFA ;

Elle indique que sur la facture querellée d'un montant de 7.694.190 F CFA, elle avait déjà payé un acompte d'un montant de 1.000.000 F CFA et restait devoir la somme de 6.694.190 F CFA ;

Elle fait valoir que son compte à l'égard de la société SIP étant créancier d'un montant de 6.500.000 F CFA, elle ne reste devoir à celle-ci que la somme de 494.190 F CFA ;

Au cours de l'audience en date du 05 Mars 2019, les parties ont produit un protocole d'accord transactionnel à l'effet de régler leur différend à l'amiable ;

SUR CE

EN LA FORME

SUR LE CARACTERE DE LA DECISION

La société SIP a comparu ;

Il y a lieu de statuer par décision contradictoire ;

SUR LE TAUX DU RESSORT

Aux termes de l'article 15 de l'Acte Uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution, « *La décision rendue sur opposition est susceptible d'appel dans les conditions du droit national de chaque Etat partie. Toutefois, le délai*

d'appel est de trente jours à compter de la date de cette décision » ;

En application de ce texte, il convient de statuer en premier ressort ;

SUR LA RECEVABILITE DE L'OPPOSITION

L'opposition de la société CADELEC a été formée suivant les formes et délais prescrits par les articles 10 et 11 de l'acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution ;

Il convient de la déclarer recevable ;

AU FOND

SUR LE BIEN-FONDE DE L'OPPOSITION

Suivant un protocole d'accord transactionnel qu'elles ont signé le 22 Février 2019, la société CADELEC et la société SIP ont déclaré mettre fin à leur litige ;

Il convient de leur donner acte de leur accord transactionnel et dire que la demande en recouvrement de la société SIP est désormais sans objet ;

SUR LES DEPENS

La société CADELEC succombe en l'instance ;

En application de l'article 149 du code de procédure civile, commerciale et administrative, elle doit en supporter les dépens ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement et en premier ressort ;

Déclare la société Comptoir Africain de Distribution Electrique dite CADELEC recevable en son opposition ;

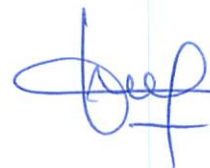
Donne acte à la société Comptoir Africain de Distribution Electrique dite CADELEC et à la Société Ivoirienne de Préfabrication dite SIP de l'accord intervenu entre elles ;

Dit que la demande en recouvrement de la Société Ivoirienne de Préfabrication dite SIP est désormais sans objet ;

Met les dépens de l'instance à la charge de la société Comptoir Africain de Distribution Electrique dite CADELEC ;

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement les jour, mois et an que dessus.

ET ONT SIGNE LE PRESIDENT ET LE GREFFIER./.



N° Qc: 00282807

D.F: 18.000 francs

ENREGISTRE AU PLATEAU

Le 24 AVR 2019
REGISTRE A.J. Vol. 45 F° 33
N° 668 Bord 2531 15

REÇU : Dix huit mille francs

Le Chef du Domaine, de
l'Enregistrement et du Timbre

